



## PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté*

Vesoul, le 6 mars 2020

Unité Départementale Haute-Saône, Centre et Sud Doubs  
Antenne de Vesoul  
Subdivision 6

Nos réf. : UDHSCSD/PR/BB/VA 2020 - 0306A

Vos réf. :

Affaire suivie par : Bruno BOQUIA

[bruno.boquia@developpement-durable.gouv.fr](mailto:bruno.boquia@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 03 84 77 71 37

E-mail : [ud70-25.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud70-25.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr)

## SAS GESTAMP RONCHAMP

à

70290 CHAMPAGNEY

==

**Déclaration de modification conformément à l'article  
R.181-46 du code de l'environnement  
Visite du 22 janvier 2020**

==

## Rapport de l'inspection des installations classées

**Établissement :** GESTAMP RONCHAMP SAS  
5 rue des Croix  
70290 CHAMPAGNEY

**Activités :** Travail mécanique des métaux

**Personnes rencontrées :** M. Christophe BASSET, Directeur général  
Mme Alexandra REUCHE, Coordinatrice HSE

**Nom de l'inspecteur :** M. Bruno BOQUIA

### 1– Présentation succincte de l'installation

La SAS GESTAMP RONCHAMP est implantée sur la commune de Champagny.

L'entreprise emploie environ 100 salariés.

Elle est spécialisée dans la fabrication de pièces pour l'industrie automobile. Elle assure l'emboutissage, le découpage et l'assemblage de pièces de structures.

Par transmission en date du 27 février 2020, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées les évolutions des activités pratiquées sur son site, afin de diversifier sa production et répondre aux besoins du marché de la pièce automobile.

Les activités pratiquées sur le site sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1546 du 3 juillet 2008.

### 2 – Objet des modifications

Par transmission du 27 février 2020, et suite à la visite du 22 janvier 2020, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées les évolutions relatives aux activités pratiquées sur son site.

Le porté à connaissance porte sur l'extension d'un bâtiment existant, la réalisation d'un nouveau parking, la suppression de la cabine gardien, sur le territoire de la commune de Champagny.

Les modifications vont permettre d'augmenter les capacités de production du site à hauteur de 20 % et de créer environ 30 emplois supplémentaires.

### 3 – Avis de l'inspection des installations classées

Le bilan des activités sur le site est le suivant :

Rubrique	Nature de l'activité	Volume d'activité autorisé	Régime de classement autorisé	Volume d'activité demandé	Régime de classement actuel
<b>2560</b>	Travail mécanique des métaux et alliages	7 178 kW	<b>A</b>	7 800 kW	<b>E</b>
<b>4718</b> (ancienne rubrique 1412)	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité)	25,52 tonnes	<b>DC</b>	25 tonnes	<b>DC</b>

Les modifications envisagées ne vont pas entraîner un changement de régime des activités pratiquées actuellement, et ne vont pas engendrer d'impacts nouveaux significatifs.

L'extension envisagée va permettre l'implantation de nouveaux îlots de production. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, va passer de 7 178 kW à 7 800 kW. Les moyens mis en œuvre afin de prévenir les risques se rapportant aux activités qui seront pratiquées, sont satisfaisants.

Lors de la prochaine visite d'inspection, les prescriptions techniques se rapportant aux activités pratiquées dans cette extension seront vérifiées au regard de la réglementation applicable.

Le périmètre du site est inchangé.

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformités ni d'observations sur les installations existantes lors de la visite réalisée sur le site.

#### **4 – Conclusion et suites administratives**

Les modifications déclarées par l'exploitant de GESTAMP RONCHAMP ne sont pas substantielles et n'engendreront pas d'impacts nouveaux significatifs.

En conséquence, elles ne nécessitent pas d'imposer de nouvelles prescriptions.

La situation administrative est donc régulière au regard de ces modifications.

Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation passe du régime autorisation à enregistrement.

En conséquence, l'arrêté d'autorisation constitue un arrêté individuel modifiant les prescriptions générales applicables à l'installation soumise à enregistrement.

Un courrier d'information incluant ce rapport est transmis à l'exploitant, afin qu'il prenne acte de l'avis de l'inspection des installations classées.